

Michel de Rougemont

Widhagweg 10
4303 Kaiseraugst
Suisse

Tél. +41 61 811 4275
Fax +41 61 813 9176
Mobile +41 79 705 4811
michel.de.rougemont@mr-int.ch

La politique climatique de la Suisse fait fausse route

Lettre ouverte aux parlementaires fédéraux nouvellement élus ou réélus.

Kaiseraugst, le 23 novembre 2015

Madame, Monsieur,

À l'orée d'une conférence internationale sur le climat à Paris (COP21), et face à un agenda parlementaire chargé, il est indispensable de revenir sur les raisons qui justifient, ou non, une politique climatique de la Suisse ainsi que la stratégie énergétique qui lui est en partie liée.

On en est maintenant à discuter de modalités, oubliant que l'orientation stratégique n'a pas vraiment été débattue. Le Conseil fédéral, l'administration et la commissions consultative à ce sujet (OcCC) sont alignés sur les seules recommandations du GIEC, groupe intergouvernemental dont il n'a jamais été la tâche de mettre en évidence d'autres causes du réchauffement climatiques que celles induites par l'activité humaine. Malgré ses erreurs et limitations il faudrait donc admettre l'exigence que le climat peut et doit être mis sous contrôle et qu'une transition énergétique s'impose.

Après, en toute indépendance et sans parti pris, avoir étudié ces sujets pendant des années j'en arrive à des conclusions bien différentes, et je ne suis pas le seul :

1. Nous savons tous que les conditions climatiques ont changé au cours du temps et qu'un réchauffement significatif a eu lieu depuis deux siècles environ.

Ce ne sont pas non plus les bases scientifiques qui sont en cause, d'autant plus que celles-ci ne rendent compte que des observations du passé, proche ou très lointain.

Ce n'est pas l'objet du débat.

Stratégie à suivre : surveiller l'évolution du climat et apprendre à s'y adapter.

2. Le réchauffement actuel a démarré dès la fin du 18^{ème} siècle, soit bien avant que les émissions massives de gaz carbonique (CO₂) de l'ère industrielle aient pu y jouer un rôle. Les experts du GIEC n'en tiennent pas compte car les mécanismes de ces changements naturels restent mal connus et incalculables.

Sur la base de ce qui a été mesuré jusqu'ici rien ne permet d'affirmer que le réchauffement soit avant tout causé par les émissions de gaz carbonique.

La physique nous dit que l'effet dit de serre causé par le CO₂ doit bien exister ; c'est là que s'arrête le fameux consensus scientifique de 97%, car les calculs de bilan thermique démontrent que la magnitude de cet effet n'est que très limitée.

Réduire même drastiquement les émissions de CO₂ n'aurait donc qu'un impact très mineur.

3. Ce n'est que par des spéculations basées sur des modèles qui se sont avérés invalides que des scénarios projettent des hausses de température futures qui atteindraient des niveaux alarmants.

Il faut refuser d'utiliser des outils incapables de recalculer l'actualité pour faire des projections dans l'avenir. Ces oracles ne sont ni scientifiques ni honnêtes.

Ne pas croire aux extrapolations offertes par le GIEC, elles sont partielles, biaisées, fausses.

La conclusion est sans appel : sans cette attribution causale quasiment exclusive **l'entier de l'activisme climatique perd sa raison d'être.**

Une mobilisation générale contre le CO₂ et les carburants fossiles est **futile** : elle n'aura pas d'impact significatif sur les conditions climatiques. Cette mobilisation est **ruineuse** car mettant en œuvre des orientations et des programmes coûteux sans conduire à un quelconque résultat. Et cette mobilisation est **injuste**, car elle bridera le développement social et économique de peuples entiers dont les priorités et les urgences sont d'un tout autre ordre, vraiment existentiel celui-là.

La Suisse, qui s'engage dans les conférences sur le climat avec l'ambition de se montrer une des meilleures élèves de la classe, fait fausse route et participe à cette futilité, ce gâchis et cette injustice. **Cette politique doit se réorienter vers plus d'adaptation et de précaution, et moins de promesses.**

Une des autres conséquences de tout cela est qu'**une ambitieuse et rapide transition énergétique ne se justifie pas.** Avant donc d'en discuter les détails il est tout aussi urgent de remettre en question le périmètre de cette transition, son absence d'urgence, et sa solidité économique à court et long terme.

Je vous exhorte donc à porter un œil des plus critique sur ces sujets complexes et stratégiquement si importants, et à faire changer de cap des politiques mal orientées.

Je reste bien entendu à votre disposition pour vous fournir tout éclairage ou explication supplémentaire que vous pourriez désirer.

Veillez recevoir, Madame, Monsieur, l'expression de ma plus respectueuse considération.

Michel de Rougemont

Dr ès sc. tech.

Consultant indépendant